

LA RÉCIPROCITÉ INVERSÉE COMME PILIER DU RAYONNEMENT HÉGÉMONIQUE AU CAMEROUN

Denis ZOUNA BAH

*Docteurant en science politique / Chercheur à l'URPOSSOC / Université de Dschang
dzounabah@gmail.com*

Résumé

Le présent article mobilise l'interactionnisme stratégique pour lire les relations d'échange entre l'Est et le centre politique camerounais au moyen du concept de "réciprocité inversée" ; ce concept charrie l'idée que ce sont les acteurs politiques de l'Est qui avaient d'abord fait allégeance au centre gouvernant avant que celui-ci ne les récompense. Cet échange inversé a constitué un pilier de l'ordre hégémonique en qu'il était davantage basé sur des "ententes collusives" que sur la coercition. La routinisation de ces transactions a abouti à une assimilation réciproque des deux pôles et partant, à un rayonnement hégémonique du système dirigeant camerounais.

Mots clés : *assimilation réciproque, centre-périphérie, échange politique, entrepreneur politique, Est-Cameroun.*

Abstract

This article mobilizes strategic interactionism to read the exchange relations between the East and the Cameroonian political center through the concept of "reverse reciprocity" which shows that it is the political actors of the East who had first done allegiance to the center ruling before that this one rewards them. This reverse exchange constituted a pillar of the hegemonic order in that it was based more on "political understandings" than on coercion. The routinization of these transactions has led to a reciprocal assimilation of the two poles and hence to a hegemonic influence of the Cameroonian ruling system.

Keywords: *reciprocal assimilation, center-periphery, political exchange, political entrepreneur, East Cameroon.*

Introduction

Le "centre" d'un système métaphorise le pôle de totalisation de sa vie politique alors que la "périphérie" symbolise son pôle sociétal. La littérature sur les relations "centre-périphérie" se défait progressivement d'un certain nombre de paradigmes : "l'évitement" qui envisage une société échappant largement à l'emprise de l'État et "l'injection" qui charrie un mouvement unilatéral de colonisation de la société par l'État (J. Chevallier, 1978 p. 6). Les rapports entre les deux pôles sont dès lors empreints de réciprocité. Mais le problème c'est que la réflexion semble toujours envisager le mouvement de l'État vers la société avant de voir la réciproque. Cette démarche grossit aussi bien les traits unificateurs du centre que l'action centrifuge de la périphérie. Il y a là, un impensé de la

sociogénèse de l'État conforme à la "*dynamique de l'occident*"; celle dans laquelle des "*combats éliminatoires*" entre seigneurs ont abouti à "*l'accumulation des territoires et des moyens de domination dans les mains du vainqueur*" (N. Élias, 1975, p. 17).

La transposition d'un tel modèle au Cameroun est problématique. D'abord, l'État ne s'est pas formé à travers des « *combats éliminatoires* ». Il n'y a pas eu au départ, une seigneurie qui a soumis par la violence les autres seigneurs et les a intégrés. Ensuite, il y a eu des violences à l'indépendance mais ce n'était pas tant l'État qui était contesté que ceux qui étaient au pouvoir, estimés illégitimes. Autrement dit, la violence nationaliste n'était pas une violence centrifuge ; au contraire, elle était centripète par ce que désirant la refondation du *Kamerun* Allemand (A. Mbembe, 1996, p. 47).

Et l'Est-Cameroun qui a abrité le deuxième front de cette violence était susceptible d'un embrasement difficilement contrôlable pour au minimum deux raisons. D'une part, l'immensité de la région (environ ¼ du territoire national) couverte à 70% par une épaisse forêt était une périphérie indiquée pour le maquis en tant que lieu de refuge, de travail et de combat. D'autre part, les sociétés traditionnelles de l'Est, foncièrement belliqueuses, avaient pour principale occupation la guerre (L. Zouya Mimbang, 2013, p. 53). Mais la violence nationaliste n'a pas su embraser l'Est parce que la structure segmentaire des sociétés a pesé sur le jeu des acteurs. Leur tendance à l'émiettement, au "*lack of state forming aptitude*" (P. Geschiere, 1995 p. 129) n'offrait pas la possibilité d'une mobilisation révolutionnaire aux entrepreneurs politiques autochtones. Stratégiquement, ils ont chacun opté pour la collaboration avec le groupe central gouvernant ; réciprocité inversée dans laquelle ce sont ces leaders de l'Est qui ont d'abord offert leur allégeance au groupe gouvernant avant que ce dernier les récompense. Mais la question demeure : en quoi cette réciprocité inversée constitue-t-elle un pilier de l'ordre hégémonique au Cameroun ? L'hypothèse que fait cette réflexion est que la réciprocité inversée est un pilier de l'ordre hégémonique camerounais par ce que le rapport "périphérie-centre" est basé sur des "ententes politiques" davantage collaboratives que conflictuelles qui, par le processus de routinisation de l'échange, parviennent à une assimilation réciproque et partante, à un rayonnement hégémonique du système

dirigeant. La collaboration du pôle périphérique n'est pas zèle institutionnaliste mais stratégie politique.

Cette réflexion puise l'essentiel des données d'une fouille documentaire d'environ trois ans et d'un travail de terrain effectué dans la région de l'Est pendant six mois. Elle s'inspire théoriquement de l'interactionnisme qui perçoit l'ordre social comme étant le résultat d'interpénétrations permanentes entre les actions posées par des individus en situation d'interdépendance. Il s'agit d'un ordre à la fois intersubjectif qui soumet l'individu aux contraintes collectives et d'un ordre négocié dans lequel les acteurs disposent d'une marge de manœuvre non négligeable. L'opérationnalisation concernera davantage la dimension stratégique pour montrer comment les entrepreneurs politiques de l'Est sont devenus de véritables "*mailleurs de réseaux*" (B. Latour, 2006, p. 15) de sorte à produire du pouvoir à leur profit et à stabiliser l'ordre dominant. L'observation du jeu politique entre l'autonomie interne et l'instauration de l'Etat unitaire montre que les entrepreneurs politiques de l'Est étaient face à deux opportunités (1) et que l'investissement pour l'ordre a entraîné un système de récompenses et une assimilation réciproque entre le centre et la périphérie considérés en termes de pôles dominants (2).

1- les entrepreneurs politiques de l'est dans l'entre-deux opportunités politiques

La configuration de la scène politique camerounaise à l'approche de l'indépendance était duale. D'une part, les divisions macro-politiques : le « Nord » constitué des musulmans contre le « Sud » composé de chrétiens et d'animistes. Le territoire de l'Est-Cameroun est à l'interférence du Nord et du Sud et abrite à la fois les familles oubanguiennes, le groupe Bantu et les pygmées Baka. D'autre part, les divisions micro-politiques avec une prolifération des partis nains qui reflétaient les clivages ethniques (Ph. Gaillard, 1989, p. 189). À ce niveau, au regard de l'extrême segmentation mais aussi du sous-peuplement de la région, les acteurs politiques ne pouvaient créer une structure comme l'Union Camerounaise (UC) qui englobait les "nordistes", l'Union des Populations du Cameroun (UPC) des "Bassa", le Parti des Démocrates Camerounais (PDC) des "Bétis" etc. (Ph. Gaillard, 1989, p. 64). En acteurs réalistes, les leaders de l'Est devaient choisir entre le projet du nationaliste (1-1) et le projet hégémonique (1-2).

1.1. Les acteurs politiques de l'Est-Cameroun face aux enjeux du nationalisme violent

L'UPC naît le samedi 10 Avril 1948 et embrasait le "procès de l'indépendance" en réclamant à son départ sans violence "*l'unification immédiate du pays et la fixation d'un délai pour l'indépendance*" (A. Mbembe, 1996, p. 48). La fièvre sociale du rêve décolonial est réelle lorsque le parti est interdit en 1955 et rentre dans le maquis. L'imaginaire nationaliste est surtout réel au regard des conditions de travail et de vie des couches sociales défavorisées. À l'Est particulièrement, l'exploitation brutale et anarchique des produits ligneux et non ligneux faisait qu'à la veille de l'indépendance, la région était "*désbéritée, meurtrie par les travaux forcés*" et un véritable désert économique (L. Zouya Mimbang, 2013, p. 12). Les travaux forcés étaient devenus la première cause de dépeuplement de l'Est puisque "*à Lolodorf, quotidiennement, on voyait passer des milliers de porteurs chargés de caoutchouc des forêts de l'Est*" (E. Mveng, 1963, p. 322). Tous les modes d'esquives populaires rencontraient des moyens coloniaux dissuasifs, particulièrement des armes à feu qui brisaient les révoltes comme celle de Kanou en 1928. Des zones entières qui jadis furent pleines des populations actives étaient devenues des "déserts humains". "*Les populations constatèrent à leur dépens que plus longue était la présence du maître, plus grandes étaient les souffrances qu'il faisait endurer*" (L. Zouya Mimbang, 2013, p. 352).

L'imaginaire que portait et véhiculait l'UPC était dès lors un espoir de libération du joug colonial pour ces populations meurtries. À titre de rappel, ce parti était né et avait atteint son hégémonie symbolique à travers l'instrumentalisation des situations de mécontentements anticoloniaux. Et à l'Est en cette période d'avant indépendance, deux entrepreneurs du maquis y sont affectés par l'autorité coloniale afin de les "couper" des activités de l'UPC. M. Léonard Bouli, le tout premier secrétaire général de l'UPC est affecté dans un "village du Haut-Nyong" dans les années 1940 (Ph ; Gaillard, 1989, p. 183) et M. Kamdem Nyinyim, Chef Traditionnel de Baham, resté fidèle à l'UPC, est placé en résidence surveillée à Yokadouma en 1956. Ces coups politiques seront improductifs car ces affectations et résidences surveillées étaient transformées en lieu de promotion du maquis (J.F. Bayart, 1989, p. 42). Des figures autochtones telles que M. Abono Joseph étaient devenues

des chantres du nationalisme (H.G. Mbeng Dang, 2016, p. 297). Le maquis sera effectif à l'Est à partir de 1963 et opérera sur deux colonnes : la colonne "*prosoviétique*" commandée par Woungly-Massaga dans la forêt de Ngoïla (Haut-Nyong) et la colonne "*prochinoise*" dirigée par Ossende Afana dans les brousses de Moloundou (Boumba et Ngoko). La politique commerciale du maquis dans ce second front était faite à la fois de discours et d'œuvres sociales. Le discours du maquis faisait "*croire à la masse qu'elle était oubliée par le gouvernement, que le régime était mauvais et que l'armée régulière constituait l'ennemi du peuple*" (Mimbana Mebouf, 2010, p. 99). En ce qui concerne les œuvres sociales, par le « don » de deux écoles et de deux hôpitaux, Osende Afana et son détachement entendaient acquérir une "légitimité compassionnelle".

Au total, le front de l'Est avait été créé et était alimenté essentiellement par la catégorie "allogène". L'objectif de ce front était de créer un grand bassin insurrectionnel dans le grand sud-Cameroun. Cela devait passer par la collaboration des leaders politiques "autochtones" ; il est vrai que certaines figures locales avaient collaboré. Il en fut ainsi de Pierre Ninekan, instituteur devenu député du Haut-Nyong en 1956 qui fut rapidement débarqué et anéanti, d'Albert Ntoulé, conseiller municipal dans la ville d'Abong-Mbang, de Joseph Abono infirmier chirurgien originaire de Yokadouma. Mais les leaders locaux les plus en vue avaient opté pour le minage du projet nationaliste et l'investissement hégémonique.

1.2. Les jeux des acteurs emblématiques de l'Est : Miner le projet nationaliste, investir le projet hégémonique

À l'indépendance, MM. Mabaya, Marigoh Mboua, Ndibo Mbarsola et Sabal Lecco étaient les figures politiques les plus emblématiques de l'Est qui avaient refusé non sans calcul, d'alimenter les transactions collisives. Ils s'étaient même impliqués chacun à sa manière et à travers ses ressources, dans la lutte contre le mouvement nationaliste. De son statut de premier "certifié" de l'Est, Jean Baptiste Mabaya disposait d'un important capital symbolique qui s'était renforcé après sa formation à l'école des cadres de Bongor au Tchad, et surtout après son implication réussie dans l'organisation des élections de décembre 1946. Ces "succès" avaient renforcé sa notoriété dans le département du Haut-Nyong. En 1952, il s'était présenté comme candidat aux élections de l'Assemblée

Territoriale Camerounaise et avait renversé son parrain, le Chef Effoudou. Il devait alors contribuer à dénoncer et à démanteler la violence nationaliste. C'est ainsi par exemple qu'une de ses attitudes au parlement en 1959, le député Mabaya « pria » ses collègues parlementaires de ne pas rejeter le projet de loi relatif à l'état de mise en garde :

Et je dis que pour le pays bamiléké, c'est encore plus dangereux, parce que chez les Bassas, ils n'avaient que leur région, ils sortaient rarement pour venir à Yaoundé, ils ne venaient pas jusqu'à chez nous, c'était trop loin ; pour les Bamiléké, c'est plus dangereux parce que ces gens sont partout, dans toutes les régions. En ce moment, cela se passe chez eux, croyez-vous qu'ils n'arriveront pas jusqu'à Yokadouma ? Dans ces conditions, la situation bamiléké est très dangereuse et je prie à l'Assemblée de ne pas rejeter ce projet de loi (A.R. Mabaya, 2021, p. 64).

Aussi bien Mabaya que Malouma, son "successeur parlementaire" avaient largement utilisé la violence dans le Haut-Nyong pour noyauter le PALNK et ses soutiens locaux. Ce dernier avait par exemple pour discours constant la "*nécessité d'une vigilance permanente*" contre la "subversion" et n'avait pas hésité à châtier sévèrement tout signe d'irrévérence.

MM. Marigoh Mboua Marcel et Ndibo Mbarsola Gabriel étaient au départ, deux parlementaires originaires de l'ancien département du Lom et Kadey. En dehors des discours souvent prononcés au parlement et condamnant la terreur du maquis, les deux leaders s'étaient investis dans la "conversion" des militants de l'UPC dans le département du Lom et Kadey. Avec la contribution de Sabal Lecco, il s'était essentiellement agi d'engager le dialogue avec les leaders régionaux de l'UPC pour les amener à adhérer au parti gouvernemental en échange des faveurs telles que le recrutement dans la fonction publique, les postes électifs, les transactions financières etc. Les leaders nationalistes résistant à ce clientélisme se voyaient élégamment contraints d'abandonner le militantisme "upéciste" à travers les instructions d'autorités administratives qui "autorisait" la tenue de leurs réunions "*dans un local privé sur invitations personnelles, à*

condition que les portes et les fenêtres de ce local soient closes et ne permettent aux personnes non invitées d'y assister" (H.G Mbeng Dang, 2016, p. 284).

Quant au "projet hégémonique" camerounais, il a visé la création et la cristallisation d'un rapport de forces stable entre les différents groupes dominants et entre leurs segments périphériques dans le cadre étatique sculpté par le colonisateur. Et le parti unique est devenu l'un des instruments essentiels de cette réalisation hégémonique. Or, le Cameroun héritait des clivages que charriaient plus de deux cents petits partis politiques à l'indépendance. Dans ce contexte, la formation d'un parti unique en lui-même n'était en rien évidente. Rappelons que l'Union Camerounaise (UC) qui devient l'Union Nationale Camerounaise (UNC) en 1966 est au départ, un parti "nordiste" qui n'avait pas recruté au sud de l'Adamaoua jusqu'en 1958. Et son leader, le président Ahmadou Ahidjo n'avait pas envisagé le projet d'un grand parti national avant 1959. Si ce projet est évoqué avant l'indépendance, c'est qu'il y a eu une implantation de ce parti au "Sud" entre 1958 et 1959. Dans ce développement, le rôle des figures politiques de l'Est n'a jamais été suffisamment exploré.

L'Est-Cameroun est macro-politiquement situé au "sud" et donc s'était allié au premier ministre André Marie Mbida en 1957. Ce dernier, leader des Démocrates Camerounais, n'avait pas plus de députés dans ce système parlementaire que l'UC. Les Démocrates avaient 20 députés alors que le groupe de l'UC en avait 30. Mais c'est M. Mbida qui était devenu premier ministre à la place de M. Ahidjo. Messmer avait estimé *"maladroit de mettre en place un Peul dans un pays en majorité bantou"* (J.F. Bayart, 1989, p. 217). La mésentente entre l'administrateur colonial et M. Mbida André au sujet notamment du traitement à accorder à l'UPC avait abouti à la démission de M. Mbida en février 1958 et M. Ahidjo fut investi premier Ministre. Jusque-là, M. Ahidjo était envisagé comme étant une solution provisoire et les députés de l'Est étaient restés dans le groupe des Démocrates. Ce qui provoque leur sortie collective de ce groupe, c'est le jeu international de ce dernier en faveur de l'émiettement du Cameroun en sous-groupes ethniques. Et M. Mbida n'avait pas consulté les leaders de l'Est dans cette initiative : *"irrités de ne pas avoir été consultés (...) des députés démocrates camerounais commencèrent à se désolidariser de leur parti derrière MM. Marigob Mboua et Ndibo"* (J.F. Bayart, 1989, p. 59). Les principaux acteurs de la désagrégation du groupe des Démocrates sont

les députés de l'Est. Et la démission de ce groupe profitait à l'UC. Le plus important encore, c'est de voir comment les entrepreneurs politiques de l'Est avaient contribué à l'implantation du "parti nordiste" au "sud". Jean Baptiste Mabaya disposait dans le Haut-Nyong d'un important capital de notoriété et de crédibilité et ses recommandations disposaient d'un effet performatif. Il avait alors joué un rôle crucial dans la cristallisation et l'expansion de l'UC à l'Est. *"Mes informateurs se souvenaient de la façon dont il avait parcouru la région pour fonder partout les comités pour ce parti"* (P. Geschiere, 1995, p. 154). C'est le même travail qu'avait effectué M. Marigoh Mboua dans le Lom et Kadey : *"avant le congrès de Maroua-septembre 1960-, le seul effort d'implantation sérieux au-delà du nord semble avoir été effectué par Marigoh Mboua, dès l'été 1959"* (J.F. Bayart, 1989, p. 91).

Le granite "Nord aux Nordistes et Sud aux Sudistes" était ainsi cassé par l'implantation du parti nordiste au sud. C'est de là qu'émergeait dès 1959 l'idée d'un "Grand Parti National" qui aboutissait à la formation du parti unique en 1966. Les acteurs de l'Est qui avaient concouru à cette pénétration du Nord au Sud devaient recevoir un retour sur investissement qui allait aboutir à l'assimilation réciproque.

2- Retour sur investissement et assimilation réciproque entre le centre et la périphérie orientale

Le politicien est un entrepreneur. Il investit des ressources diverses dans un champ politique et attend le "retour". L'allégeance continue de la périphérie est conditionnée par la redistribution du centre et sans cette redistribution, le centre mine les bases de son pouvoir (J.P. Lacam, 1988, p. 32). Mais la redistribution n'est pas un zèle de générosité inconditionnelle surtout dans un contexte où l'Etat est naissant et les gouvernants sont encore fragiles. L'enjeu, c'est la création et la cristallisation des soutiens indispensables à sa survie politique (J.F. Médard, 1981, p. 31). C'est cette logique qui était perceptible dans le rapport du centre gouvernant à ses soutiens de l'Est. Autrement dit, la récompense du centre politique à l'égard des acteurs périphériques de l'Est (2-1) constituait une réciprocité qui avait largement contribué à l'édification de l'ordre politique au Cameroun (2-2).

2.1. La récompense du centre à l'égard des acteurs politiques de l'Est-Cameroun

L'analyse du patronage en tant que distribution des ressources publiques en échange des soutiens politiques se limite ici à la seule dimension individuelle et prend en compte les positions de pouvoir extra-gouvernementales et gouvernementales. Les premières mettent en exergue les places de pouvoir occupées par les acteurs de l'Est au sein du parti et du parlement. Pour ce qui est des positions au sein du parti, MM. Mabaya (Haut-Nyong), Mpito Biende (Boumba et Ngoko), Ndibo Mbarsola (Lom et Djerem), Marigoh Mboua (Kadey) étaient devenus très tôt membres du bureau politique de l'UNC. Ils étaient dès lors considérés comme étant des "*apparatchiks*" (P.F. Ngayap, 1983, p. 286). C'est surtout M. Marigoh Mboua qui s'était le plus distingué par les récompenses partisans. Au troisième congrès de l'UC tenu en septembre 1960, il devient le vice-président de l'UC et intègre un Comité Directeur qui était passé de 08 à 03 membres : M. Ahidjo, Marigoh Mboua et Arouna Njoya (J.F. Bayart, 1989, p. 92). Son positionnement dans un trio directeur composé de deux musulmans est un appât politique. M. Ahidjo attire d'autres formations politiques en leur montrant que c'était désormais l'UC qui était au pouvoir. L'attraction des autres formations politiques vise leur phagocytose qui s'opère à partir de 1962 jusqu'à la naissance officielle de l'UNC en 1966. Au congrès tenu à Garoua du 1^{er} au 15 Mars 1969, Marcel Marigoh Mboua en est le Président. Récompense qui allait contribuer à la routinisation des modes de fonctionnement partisan tel que nous le verrons.

Pour ce qui est des positions parlementaires, deux entrepreneurs politiques de l'Est ont été présidents du parlement camerounais entre 1959 et 1973 : M. Mabaya d'octobre 1959 à Mai 1960 ; et de 1961 à 1973, M. Marigoh Mboua préside l'Assemblée Fédérale. Ces positions étaient surtout dues au fait qu'ils avaient été parmi les "*premiers sudistes à avoir permis à l'Union Camerounaise de s'implanter au-delà du Nord*" (L. Sindjoun, 1994, p. 443). Ici, le paradigme du menu est opérant et prend en compte la capacité des acteurs à atteindre les objectifs visés par le chef central. M. Mabaya allait faciliter l'octroi des pleins pouvoirs au président de la république et M. Marigoh Mboua devait ménager l'édification des règles de domination fédérales. Le positionnement des deux figures de l'Est au parlement était dès lors non seulement récompense de leur allégeance, mais aussi reconnaissance de leurs compétences politiques.

Quant à elles, les récompenses gouvernementales sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : récompense gouvernementale des leaders de l'Est entre 1960 et 1972

| Gouvernements | Représentants de l'Est | Postes ministériels |
|-----------------|------------------------|--|
| 16 mai 1960 | 1- Mabaya J. B | Ministre des Forces Armées |
| | 2- Ndibo Mbarsola | Secrétaire d'État à l'enseignement technique |
| 20 Juin 1961 | 1- Mabaya JB | Ministre de l'Agriculture |
| | 1- Ndibo Mbarsola | Secrétaire d'État au premier ministère |
| 12 Juin 1970 | Sabal Lecco Félix | Ministre de la Justice |
| 25 Janvier 1971 | Sabbal Lecco Félix | Ministre de la Justice |
| 3 Juillet 1972 | Sabal Lecco Félix | Ministre de la Fonction publique |

Source : Compilation de l'auteur

Au premier gouvernement du Cameroun indépendant, deux leaders de l'Est sont représentés : M. Mabaya comme ministre des forces armées. Le trophée gouvernemental octroyé à M. Mabaya en contexte de maquis est un indicateur du degré des relations personnelles et des ententes hégémoniques entre ce dernier et M. Ahidjo (A.R. Mabaya, 2020, p. 31). De 1961 à 1970, les leaders de l'Est sont surtout présents dans les gouvernements fédérés ; s'il est vrai que ces derniers étaient pour l'essentiel décoratifs, ce qui est important à relever c'est leur établissement en satellites périphériques. L'Est réapparaît au gouvernement fédéral à partir de 1970 par M. Sabal Lecco comme ministre de la justice puis ministre de la fonction publique. Ce leader est

alors considéré comme étant l'un des plus influents membres du système, le "*peloton de tête gouvernemental*" (P.F. Ngayap, 1983, p. 25). Ce qui importe ici, c'est de voir comment cette *réciprocité inversée* a contribué à l'édification de l'ordre politique au Cameroun.

2.2. L'effet lubrifiant de la réciprocité inversée sur l'édification de l'ordre politique

Dans l'échange des faveurs entre l'Est et le centre, les leaders de l'Est avaient pris en compte l'évolution des rapports de forces avant tout investissement. Les acteurs comme Mabaya auraient contacté l'UPC avant de se rallier à l'UC (P. Geschiere, 1995, p. 154). Cette adaptation facile à des idéologies totalement en affront montre que le jeu des acteurs était commandé par "la politique du ventre" dans laquelle les positions de pouvoir constituaient des "positions de prédation" (J.F. Bayart, 2006, p. 55). Ces positions érigeaient leurs occupants en pontifes locaux et une fois que le rapport de clientèle avec le centre s'était routinisé, on allait aboutir à l'assimilation réciproque des différents segments de l'élite politique (J.F. Bayart, 1989, p. 280). L'assimilation réciproque ici est lubrifiée par la réciprocité inversée en ce qu'elle repose moins sur le rapport de défiance et d'affrontement que sur le rapport de connivence et de collaboration. Si le discours de "paix", de "respect des institutions", de "patriotisme" etc. mobilisé par les entrepreneurs périphériques est tactique, la récompense du centre en tant que "retour sur investissement" carbure davantage ce discours institutionnaliste du pôle périphérique. Ce processus aboutit à la socialisation institutionnaliste des acteurs périphériques, et il n'est plus impossible d'arriver à des conclusions telles que "*je ne sais pas par où l'idée peut me venir en tête d'être opposant. J'ai cette culture-là du pouvoir en place. Même mes enfants je ne les vois pas développer cette idée*" (enquêtes). Or, la torsion totalitaire du pôle de l'Est devait difficilement aboutir à une telle légitimation de l'ordre central. Évidemment, la socialisation aux institutions n'écrase pas totalement la volonté individuelle ; il existe toujours des oppositions régionales émietées et diluées, lorsqu'elles ne sont pas simplement fictives. Cela ne veut pas dire que "*celui qui à l'Est a le pouvoir*". Mais en regardant de près la politique camerounaise à partir de la périphérie et depuis l'indépendance, il est possible de mieux apprécier le rôle des acteurs de l'Est dans la structuration et le rayonnement hégémonique au Cameroun car lorsque les "Bassa" et les "Bamiléké" s'étaient déjà radicalisés et que M. Mbida

s'était positionné pour "*l'éclatement politique du Cameroun*" (J.F Bayart, 1989, p. 59), les principaux acteurs de l'Est avaient à la fois délégitimé l'UPC, montré que "Mbida voulait diviser les camerounais" et véhiculé l'imaginaire d'un pays "fort et grand" porté par M. Ahidjo (Th. Evina Mimbana, 2018, p. 52). Ils avaient réellement pesé dans la réalisation hégémonique car à partir de 1973, "*une mer calme s'était ouverte, et le président Abidjo pouvait brancher le pilote automatique*" (Ph. Gaillard, 1989, p. 53).

Conclusion

Le rapport entre le centre et la périphérie d'un système politique peut être valablement saisi à partir du jeu des acteurs périphériques. Et l'observation du jeu des leaders de l'Est-Cameroun montre que, contrairement à l'analyse qui fait de l'État le pôle qui initie toujours le rapport d'échange, la périphérie peut aussi l'initier et être récompensé par l'État. C'est par ce que MM. Mabaya, Ndibo Mbarsola, Sabal Lecco, Marigoh Mboua avaient soutenu l'UC de M. Ahidjo que ce dernier les avait récompensés par des postes gouvernementaux et extra-gouvernementaux stratégiques. La routinisation de cette réciprocité aboutissait au rayonnement hégémonique de l'ordre dirigeant.

Références bibliographiques

Bayart Jean François (2006), *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard.

Chevallier Jacques (1978), *Le modèle centre/périphérie dans l'analyse politique*, Paris, CURAPP.

Élias Norbert (1975), *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy.

Evina Mimbana Thierry (2018), *La transhumance politique au Cameroun sous-administration de la France, 1949-1960*, Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1.

Gaillard Philippe (1989), *Le Cameroun*, 2 Tomes, Paris, L'Harmattan.

Geschiere Peter (1995), *Sorcellerie et politique en Afrique Noire. La viande des autres*, Paris, Karthala.

Lacam Jean Pierre (1988), « Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », RFSP.

Latour Bruno (2006), *Changer de société. Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte.

- Mabaya Armand Romaric** (2020), *Jean Baptiste Mabaya et son rôle dans la dynamique de l'évolution au Cameroun*, Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1.
- Mbembe Achille** (1996), *La naissance du maquis dans le sud-Cameroun : 1920-1960*, Paris, Karthala.
- Mbeng Dang Hans Gilbert** (2016), *La problématique de la résistance et de la collaboration dans l'Est-Cameroun : 1899-1969*, Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Douala.
- Médard Jean François** (1976), « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », RFSP.
- Mimbana Mebouf** (2010), *L'insurrection armée à l'Est-Cameroun. Le cas du deuxième front de l'ALNK*, Mémoire de master en Histoire, Université de Yaoundé 1.
- Mveng Engelbert** (1963), *L'histoire du Cameroun*, Paris, Présence Africaine.
- Ngayap Pierre Flambeau** (1983), *Cameroun : qui gouverne ? De Abidjo à Biya, l'héritage et l'enjeu*, Paris, L'Harmattan.
- Sindjoun Luc** (1994), *Construction et déconstruction locales de l'ordre politique au Cameroun. La sociogénèse de l'état*, Thèse de Doctorat d'État en Science politique, Université de Yaoundé II.
- Zouya Mimbang Lucie** (2013), *L'Est-Cameroun de 1905 à 1960 : De la mise en valeur à la marginalisation*, Paris, L'Harmattan.